



Population en difficulté cherche
démocratie de toute urgence



Avant-propos

En année électorale, le mot « démocratie » s'invite un peu partout. Renato Pinto, formateur permanent au Cefoc, explore quelques ressorts de ce modèle de gouvernance que Churchill présentait comme un « *mauvais système* »... mais « *le moins mauvais de tous* » ! L'analyse propose de distinguer quatre formes de démocratie : politique, économique, sociale et culturelle.

MOTS-CLÉS

Crise
Citoyenneté
Culture
Démocratie

Le Cefoc (Centre de formation Cardijn) est une association d'Éducation permanente qui organise chaque année une cinquantaine de groupes de formation en Belgique. Ces groupes rassemblent des personnes issues ou solidaires des milieux populaires. Les différentes formations proposées visent à s'interroger sur le sens de la vie, à réfléchir à comment vivre ensemble de manière citoyenne, en agissant dans le sens d'une société plus démocratique et plus solidaire.

Dans le prolongement de ses activités de formation, le Cefoc publie chaque année de courts textes d'analyse et une étude. Les thématiques abordées trouvent leur source dans les réflexions mises sur la table par les participants aux formations. Les textes sont destinés aux acteurs du monde associatif et à tout citoyen à la recherche d'outils de compréhension de la société susceptibles de favoriser l'émancipation et la mobilisation individuelles et collectives.

Quand on parle de démocratie, pas besoin de faire de savantes recherches pour constater que quelque chose ne tourne pas rond ! Avec les difficultés du quotidien vient le ras-le-bol, quand beaucoup ne se sentent plus écoutés par le monde politique, ce qui explique une réelle méfiance vis-à-vis des institutions démocratiques. Pourtant, ce système n'est-il pas censé représenter l'intérêt de la population dans son ensemble ?

Crise de la représentation

En Belgique, le système fonctionne sur base de la représentation : les élections permettent de désigner des personnes censées représenter l'ensemble de la population au sein des parlements. L'une des institutions principales porte d'ailleurs le nom de *Chambre des représentants*.

Cependant, ce processus de délégation semble être arrivé au bout de sa logique. Au vingtième siècle, des familles entières pouvaient se retrouver dans les courants politiques les plus importants – historiquement en Belgique, à travers différents « piliers » : socialiste, chrétien et libéral, chacun comptant son syndicat, sa mutualité, son parti... Mais de nos jours, rares sont les individus qui se sentent parfaitement représentés par tel ou tel parti, ou par un mouvement précis. La représentation s'est donc complexifiée, ce qui implique de tisser un lien plus solide et plus continu avec la population, y compris entre les différentes élections.

Pour la présidente du Mouvement ouvrier chrétien (MOC), Ariane Estenne¹, la démocratie n'est pas quelque chose d'immuable ; il s'agit d'un processus en constante évolution. De plus, la démocratie n'est pas seulement l'affaire des politiques. Sans négliger l'importance des dispositifs en place (élections, parlements, gouvernements...), cette observatrice attentive des rouages de notre société insiste sur les multiples dimensions qu'englobe une démocratie vivace. Elle en identifie quatre, complémentaires et aussi importantes les unes que les autres, pour une démocratie *politique, sociale, économique et culturelle*.

¹ Intervention dans le cadre du WE de formation organisé par le Cefoc les 13 et 14 avril 2024 sur le thème : « Qu'est devenue la démocratie ? ».

Un tableau en quatre dimensions

La *démocratie politique* est celle à laquelle beaucoup limitent leur raisonnement. En synthèse, nous votons pour élire des parlementaires, chargés de voter des lois, que les gouvernements devront appliquer. Ces deux pouvoirs – le législatif et l'exécutif – sont complétés par un troisième – le judiciaire – qui veille à ce que les réglementations soient respectées. Depuis des années, cependant, cette logique est malmenée car ce sont souvent les ministres qui proposent les lois ; l'exécutif est donc aux commandes. Parallèlement, le contrôle du gouvernement par les parlementaires s'est réduit, comme on l'a particulièrement déploré durant la crise sanitaire. De plus, la désignation des ministres relève de la responsabilité des présidents de partis². Ainsi, sous le gouvernement Vivaldi, une partie des ministres ne s'était jamais présentée devant l'électorat³.

Souvent éclipsée, la *démocratie sociale* est plutôt bien développée en Belgique. Elle se vit, par exemple, dans les discussions tripartites entre le patronat et les syndicats, avec l'arbitrage de l'État si nécessaire. C'est ce qu'on appelle la concertation sociale, un modèle qui a souvent fait ses preuves par le passé, mais qu'on sent aujourd'hui en perte de vitesse. L'issue de ce type de négociations dépend notamment du rapport de forces mis en place dans le cadre du conflit, autant d'éléments essentiels à la démocratie. En effet, sans positions contradictoires, pas de débat ; au risque d'une uniformisation qui ne tienne pas compte de la diversité des points de vue, des intérêts.

La *démocratie économique* se vit au sein des entreprises. C'est sans doute le volet le moins développé aujourd'hui. Il n'est effectif que dans les cas où les travailleurs et travailleuses ont leur mot à dire dans l'organisation de la société qui les emploie. Or s'impose de plus en plus dans le monde du travail un mode de gestion imprégné de *management*, le plus souvent exercé par une équipe dirigeante, dont l'objectif

² Le masculin est volontairement utilisé pour pointer du doigt le fait qu'une seule femme figure parmi ces personnalités en Belgique francophone.

³ Parmi les plus médiatisées, Nicole de Moor (CD&V) secrétaire d'État à l'Asile et la Migration, ainsi que Hadja Lahbib (MR), ministre des Affaires étrangères.

prioritaire est la productivité, au détriment de la concertation, du sens du travail et du bien-être des travailleurs.euses. Même le secteur associatif n'est pas imperméable à cette *managérialisation*. On peut y ajouter le déploiement du télétravail qui, malgré ses atouts, isole le personnel et fragilise l'esprit de groupe.

Enfin, le quatrième volet englobe les multiples initiatives en matière de *démocratie culturelle*, très vivace en Belgique francophone, vu la densité du secteur associatif. C'est singulièrement le cas dans les organisations d'Éducation permanente. En effet, dès lors que des personnes se rassemblent, mettent une question en débat et construisent une réponse collectivement, on entre dans le champ de la démocratie culturelle. Les organisations d'Éducation permanente sont donc essentielles à la bonne santé du système démocratique car elles permettent justement de construire un regard critique, librement (elles sont mêmes financées par les pouvoirs publics, de manière structurelle, durable, pour remplir cette fonction). Ariane Estenne y voit une « *richesse exceptionnelle* » et même un « *patrimoine immatériel précieux* ».

Des lieux qui font vivre la démocratie

La Fondation Roi Baudouin partage l'avis que « *la Belgique est riche de son tissu associatif* », données chiffrées à l'appui. « *C'est un maillage dense, qui compte 140.188 associations actives au quotidien pour créer du lien, de la cohésion sociale, de la solidarité. Chaque jour, des salariés et des bénévoles viennent en aide aux personnes en difficulté, insufflent de la créativité dans nos lieux de vie, organisent des événements sportifs, des débats, des échanges culturels... Les associations irriguent notre démocratie de leur vivacité. Elles sont aussi des acteurs économiques incontournables : en 2021, elles employaient 538.857 personnes.* »⁴

Des lieux de délibération

La participation citoyenne demande de pouvoir libérer à la fois du temps, des

moyens et des outils. Ce sont les conditions pour que les citoyens et les citoyennes qui mettent une question en débat créent de l'intelligence.

Le référendum est un exemple éclairant. Selon Ariane Estenne, si on pose une question binaire sans espace de débat, de discussion, d'information, de réflexion... l'issue du processus peut être dangereuse. Un travail de délibération permet une évolution, un mouvement... On chemine ensemble, pour construire un point de vue collectif.

C'est tout le contraire de ce qui se passe souvent sur les réseaux sociaux en ligne, où – pour caricaturer – on s'énerve seul.e derrière son écran. Cela demande plutôt d'être confronté à l'autre en se rassemblant, pour « déplier » quelque chose ensemble, c'est-à-dire « problématiser » des enjeux et se donner les moyens de les comprendre.

Même sans remettre en question le système représentatif, des lieux de délibération sont primordiaux pour élargir la vision des élu.es.

Il existe aujourd'hui de nombreuses initiatives destinées à rendre la démocratie plus participative. Hélas, sans ce travail de médiation, cela risque de se limiter à quelques « gadgets » (pour reprendre un terme employé par Ariane Estenne) intéressants pour les participant.es mais qui ne permettent pas de répondre à l'ensemble des enjeux.

Réduire la pauvreté : un impératif !

« *La démocratie, ça demande du temps* », confirme la philosophe et psychanalyste Cynthia Fleury⁵. Du temps indispensable pour s'informer, discuter, participer, proposer, imaginer... Ce qui est beaucoup plus compliqué quand on se trouve dans une situation vulnérable, notamment sur le plan économique et social. « *Vivre la précarité, c'est presque un boulot à temps plein aujourd'hui* », explique Céline Nieuwenhuys, la secrétaire générale de la Fédération des Services sociaux. « *Ça ne laisse plus beaucoup de temps pour se*

⁴ Fondation Roi Baudouin, <https://kbs-frb.be/fr/barometre-de-la-situation-financiere-du-secteur-associatif-2022-0>.

⁵ <https://www.dailymotion.com/video/x5ixlqc>, consulté le 22.04.2024.

mobiliser. Ça ne laisse plus beaucoup de temps pour s'organiser. »⁶

Réduire la pauvreté n'est donc pas seulement un enjeu éthique évident, c'est aussi une condition pour améliorer la vie en société et la démocratie. Pour Céline Nieuwenhuys, « *si on veut vraiment que la société soit inclusive, il faut que l'enjeu des inégalités soit au cœur de toutes nos réflexions et actions politiques.* »⁷

Pour conclure, une démocratie n'existe pas sans frictions, sans conflits. Elle restera vivace tant que la population refusera d'en remettre les clés à des mouvements intolérants, fermés au débat. Par ailleurs, une démocratie se construit au quotidien, dans des lieux de discussion et de rencontre. Ce n'est donc pas l'affaire quelques spécialistes, élu.es ou non, mais bien l'affaire de tous les citoyens et les citoyennes.



Renato Pinto,
Formateur permanent au Cefoc

⁶ *Démocratie en question(s). Les oubliés de la démocratie*, www.rtbf.be, 16.07.2021.

⁷ S.-P. DE MONTPELLIER, interview de C. NIEWENHUYS, *Donner la parole aux populations précarisées*, dans la revue *En Question*, n°144, 2023, p.41.

Pour aller plus loin

Outils d'animation

Parlons « Politique » !, Culture & Santé, 2024.

Résiste !, Culture & Santé, 2019.

Zoom sur la démocratie - Expressions citoyennes, Culture & Santé, 2011.

Publications

Sommes-nous vraiment démocrates ?, revue En Question, n°144, mars 2023.

Geneviève BAUSIER et Annick PAGE, *Citoyens dans une société démocratique. Et après ?*, analyses n°11 et 12, Namur, Cefoc, 2014.

Jean-Yves BURON, « *Tous pourris* » ou une démocratie à réinventer ?, 2016.

Laetitia GODFROID, *Démocratie et participation : chou vert et vert chou ?*, analyse n°8, Namur, Cefoc, 2012.

Manon LEGRAND, *La démocratie en crise de représentations*, www.alterechos.be, 03.02.2022.

David VAN REYBROUCK, *Contre les élections*, Actes Sud, 2014.

Pour travailler ce texte en groupe

1. **Énoncer quelques phrases qu'on entend autour de soi** (liste en exemple ci-dessous) et demander aux participant.es de se positionner : d'accord / pas d'accord / indécis. Demander à l'un.e ou l'autre d'expliquer son point de vue après chaque phrase.

Ça ne sert à rien d'aller voter.

Je ne sais pas pour qui voter.

De toute façon, les ministres ne tiennent pas compte de notre avis.

La dictature, c'est ferme-la ; la démocratie, c'est cause toujours !

Le gouvernement n'a rien à dire, ce sont les lobbies qui décident.

Il faut une personnalité forte et autoritaire à la tête du pays.

Ce serait bien d'organiser plus souvent des référendums.

Les politiciens sont tous corrompus.

Une assemblée citoyenne par tirage au sort, quelle bonne idée !

De toute façon, c'est l'Europe qui décide de tout.

La démocratie, c'est la dictature de la majorité.

J'ai déjà entendu parler du G1000.

Dans une démocratie, il faut des droits pour protéger les minorités.

Pas de menace qu'un parti d'extrême droite arrive au pouvoir.

Notre société devient de moins en moins démocratique.

2. **En groupe, échanger au départ des questions suivantes** : à partir de votre vécu personnel, la démocratie, selon vous, qu'est-ce que c'est ? Qu'est-ce qui fonctionne ? Qu'est-ce qui ne fonctionne pas ?
3. **Dégager une définition qui serait commune à l'ensemble du groupe** (en utilisant des mots-clés, des pictogrammes...).
4. **Lire l'analyse en groupe**. En dégager des éléments convergents, divergents, complémentaires par rapport à la réflexion du groupe.
5. **Inviter les participant·es à réaliser ensemble** leur "fresque de la démocratie" en y inscrivant/dessinant les éléments importants qui permettraient de vivifier ce système.

